



FAITS MARQUANTS DE LA CLD CDP 11

MERCREDI, 25 SEPTEMBRE 2013

La deuxième partie des séances de dialogue ouvert de la CdP 11 s'est déroulée mercredi matin, sur le thème du renforcement des capacités pour les OSC. Les groupes de contact du COW chargés de négocier le budget et les questions non budgétaires, ainsi que le groupe de contact sur les questions relatives au CRIC, se sont réunis tout au long de la journée et jusque dans la soirée.

INSCRIPTION D'ACTIVITES D'ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES AU PROGRAMME DE TRAVAIL OFFICIEL DE LA CONFERENCE DES PARTIES: SEANCES DE DIALOGUE OUVERT.

Le Vice-Président de la CdP 11 Thomas Tichelmann (Irlande) a souhaité la bienvenue aux délégués à la deuxième et dernière séance de dialogue ouvert de la CdP 11 portant sur le renforcement des capacités des OSC pour la mise en œuvre de la Convention, en faisant observer que le début de pluies torrentielles pourrait être le signal d'un « nouveau départ » pour les discussions au sein de la CdP.

Le Secrétaire exécutif de la CLD Gnacadja a souligné les principaux messages de la première séance de dialogue ouvert, en signalant l'appel énergique des OSC à un renforcement des capacités des acteurs sur le terrain a motivé la décision de consacrer une séance entière à cette question. Il a également souligné que le lancement du Marché du renforcement des capacités de la CLD constitue une importante étape pour le renforcement de la capacité à mettre en œuvre la Stratégie.

Tichelmann a ensuite souhaité la bienvenue à Mary Seely, de la Fondation namibienne pour la recherche sur le désert (DRFN), comme modératrice de la séance.

DÉBAT SPECIAL 1: RENFORCEMENT DES CAPACITÉS AU NIVEAU NATIONAL: La Modératrice Seely a présenté la session et a accueilli les trois intervenants.

Kenneth Ganeb, DRFN, a signalé les activités de renforcement des capacités conduites à travers l'initiative du Forum pour la gestion intégrée des ressources. Il a décrit l'objectif du Forum de renforcer les capacités techniques et de gestion des organisations communautaires, tels les groupes de femmes et les associations de paysans, et d'encourager leur participation aux processus de prise de décisions dans le cadre de la GDT.

Vivian Kinyaga, Directrice de la DRFN, a évoqué les activités du Programme estival de soin des terres, une initiative de renforcement des capacités menée en collaboration avec les institutions nationales de recherche et de formation, et d'autres partenaires locaux et internationaux. Elle a indiqué que le programme de stages et de tutorats vise à renforcer la capacité des jeunes scientifiques et des étudiants à appliquer la recherche pour la résolution des problèmes, et qu'il vise également à promouvoir la pensée critique.

Maria Tharacky Namupala, du Groupe de travail des minorités autochtones en Afrique australe, a souligné les efforts déployés par le réseau pour accroître la reconnaissance politique et la protection des droits humains des communautés San dans la sous-région, centrées essentiellement sur une éducation

inclusive à tous les niveaux. Tout en saluant la reconnaissance croissante dont bénéficient les questions attenantes aux peuples autochtones, elle a souligné le besoin de respecter pleinement dans la sous-région les cadres juridiques internationaux tels que la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et la Charte africaine sur les droits de l'homme et des peuples. En concluant que « tout ce qui se fait pour nous sans nous est contre nous », elle a instamment prié les Parties à permettre la participation des peuples autochtones dans les processus de prise de décision de la CLD.

Au cours des discussions qui ont suivi, Settar Aslan, Président du Syndicat turc des travailleurs agricoles et forestiers, a indiqué que le réchauffement planétaire, l'érosion et la désertification sont les résultats de « méthodes de production agressives », et a souligné qu'à défaut d'une action globale, « nous sommes voués à l'échec ». Il a instamment demandé aux pays de ne pas envisager les dépenses relatives aux défis mondiaux uniquement en termes de rapport coût-bénéfice, car « on ne peut pas mettre de prix sur l'eau que l'on boit et sur l'air que l'on respire ».

Les PHILIPPINES ont souligné le rôle des OSC dans la construction des nations mais ont déploré que nombre d'entre-elles ne disposent pas du soutien ni de l'assistance nécessaires à leur travail. Le délégué a demandé au Secrétariat d'insérer cette question dans le programme de travail de la CdP.

Le BURKINA FASO a indiqué qu'il est nécessaire de penser à l'échelle mondiale mais d'agir à l'échelle locale, et que le secteur privé, les gouvernements et la société civile, doivent travailler solidairement. Le délégué a estimé que ce n'est qu'à travers des dialogues comme celui des OSC et autres du même type, conduits au niveau national, qu'il est possible d'avancer sur le développement durable. Il a instamment prié les OSC à s'assurer que ce dialogue s'étende de façon à intégrer les plus vulnérables.

Le délégué du KENYA a expliqué que son pays est en train de s'ouvrir à une plus grande participation des OSC, et que la formulation et la mise en œuvre de son PAN ont été conduites en grande partie par les OSC, ce qui a bénéficié à l'élaboration de politiques plus générales.

DÉBAT SPECIAL 2: RENFORCEMENT DES CAPACITÉS AU NIVEAU INTERNATIONAL: La Modératrice Seely a présenté les intervenants. Nahideh Naghizadeh, CENESTA, Iran, a décrit les activités visant à aligner le PAN de l'Iran sur la Stratégie, comprenant entre autres des ateliers participatifs de renforcement des capacités pour les principales parties prenantes au niveau communautaire, afin de leur permettre de mener des analyses critiques sur leur situation, d'envisager l'avenir souhaitable et d'élaborer une feuille de route et un plan d'action en vue de cet avenir. Naghizadeh a signalé que les ateliers avaient non seulement sensibilisé les communautés affectées, mais qu'ils avaient aussi contribué à tisser des relations durables entre les organisations communautaires, les agents gouvernementaux et les points focaux de la CLD en charge de l'alignement des PAN.

Fatima Kaba, ENDA-TM, Sénégal, a retracé les efforts de son organisation pour connecter les acteurs et les actions du niveau local avec ceux et celles du niveau international, et a décrit les efforts visant à créer une plateforme à travers laquelle les OSC pourront développer une vision commune et renforcer leurs



capacités pour participer aux événements politiques tels que la CdP. Elle a indiqué que les priorités des OSC dans la région comprennent la sécurité alimentaire, les énergies nouvelles et renouvelables, l'agroforesterie et la gestion durable des ressources naturelles. Elle a également souligné les efforts visant à assurer que les travaux de l'initiative de la Grande muraille verte pour le Sahara et le Sahel (GMVSS) prennent en compte les préoccupations locales, et a noté que les communautés locales la considèrent comme un projet à la fois de développement et environnemental.

Wang Wenbiao, PDG de Elion, Chine, a évoqué les activités de contrôle de la désertification conduites par sa compagnie dans le Désert de Kubuqi. Il a encouragé les OSC à combiner les intérêts publics et des marchés au sein de leurs travaux. Sur la base des expériences vécues par sa compagnie, il a recommandé : d'encourager les migrations hors du désert vers des peuplades offrant des opportunités d'emploi dans l'industrie, en laissant ainsi le désert se restaurer de lui-même naturellement ; de protéger l'écosystème par des efforts pour contenir le désert ; de construire des routes de façon à pouvoir utiliser des machines pour combattre le désert de façon plus efficace ; et d'inclure la science et la technologie dans la lutte contre la désertification.

Nathalie van Haren, Both ENDS, Pays-Bas, a présenté des exemples de réussites dans le cadre de DRYNET, notamment la reprise de la culture du safran en Turquie, sur des champs autrefois dédiés exclusivement au coton, dont les sols étaient devenus trop salés et pauvres en nutriments, et qui avaient généré des opportunités non viables du point de vue écologique, social et économique. Elle a également évoqué une coopérative de production de thé roiboos organique en Afrique du Sud, qui a créé des standards de qualité permettant de protéger l'écologie locale et de promouvoir des prix compétitifs. Elle a offert des recommandations aux délégués sur les moyens de faciliter le travail des OSC pour qu'elles conçoivent des projets pertinents vis-à-vis du contexte, et de renforcer les capacités des communautés et des OSC locales.

Au cours de la discussion qui a suivi, les ÉTATS-UNIS ont estimé que les dialogues de la société civile se concentrent trop souvent sur les relations entre les délégations et les OSC, et ont salué les intervenants pour leurs explications concernant les relations entre les OSC et les populations locales, ainsi que pour les suggestions qu'ils ont faites concernant la façon dont les délégués peuvent les assister dans leur travail. Beatriz Araújo, Association Caatinga, a présenté son association qui comprend 1400 ONG oeuvrant pour le développement durable de la région semi-aride de Caatinga, au Brésil. Elle a salué les Parties et le Secrétariat pour avoir encouragé la participation des OSC et des jeunes dans le processus de la CLD.

Le SENEGAL a indiqué que les OSC sénégalaises participent aux plus hauts niveaux et a appelé à des financements et des renforcements des capacités pour améliorer les partenariats entre les multiples parties prenantes, y compris les communautés locales. La déléguée du PEROU a noté que les OSC sont des acteurs importants dans la lutte contre la désertification dans son pays, et qu'elles enrichissent le partage d'expériences et les meilleures pratiques, tout en s'assurant que la planification est intégrale et holistique.

Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) s'est demandée comment rendre les activités de la société civile plus interdisciplinaires, et a suggéré d'inclure le Programme de développement post-2015 dans les discussions de la CLD. La LYBIE a signalé des initiatives de collaboration avec des OSC sur les activités de terrain, en soulignant les efforts déployés pour relancer la production de safran.

Patrice Burger, CARI, France, a remercié les intervenants pour les diverses perspectives qu'ils ont partagées, en soulignant que leurs expériences peuvent être amplement multipliées dans les terres arides. Il a averti que toutes les bonnes pratiques sont spécifiques à leur contexte et que certains modèles, comme l'initiative du Désert de Kubuqi, peuvent être difficiles à reproduire au niveau mondial, car peu de pays sont en mesure d'offrir des moyens de subsistance alternatifs aux communautés affectées par la DDTs. Le délégué de l'INDE a signalé le programme de gestion intégrée des bassins versants de son pays, en déclarant que les OSC exécutent actuellement 25% des activités du projet.

La CHINE a évoqué quelques leçons tirées de ses activités de lutte contre la DDTs au niveau national, en faisant observer que le partage des expériences avait donné beaucoup de matière à réfléchir. Le délégué a noté que l'expérience d'Elion constitue « une approche », mais qu'elle est représentative des efforts

déployés par son gouvernement pour prioriser et délimiter des zones de développement, sur la base de connaissances scientifiques et d'analyses coût-bénéfice du point de vue environnemental et social. Pour conclure, il a souligné le besoin de se fonder sur les valeurs du Confucianisme au moment d'élaborer des politiques visant à limiter ou à exploiter le désert, en affirmant que « nous ne devons pas oublier la culture et les moyens de subsistance des populations vivant dans le désert ».

Le BRESIL a souligné le besoin d'aider à préparer les jeunes leaders de l'avenir. Le KENYA a suggéré d'employer des exemptions fiscales pour soutenir les efforts des communautés dans le lancement de nouveaux produits.

Dans le cadre des réponses finales des intervenants, Wang a signalé que les compagnies doivent promouvoir les activités d'intérêt public tout en faisant des profits, et a réitéré les projets qui peuvent apporter des revenus aux paysans, comme la création de conditions favorables au tourisme et la plantation d'arbres. Kaba a signalé que les difficultés à communiquer la valeur ajoutée du projet GMVSS au niveau local ont pu être surmontées par la tenue de réunions avec les organisations travaillant sur le terrain, et en intégrant le projet dans la planification locale du développement et des investissements. Naghizadeh a affirmé que les OSC travaillent avec des institutions locales et nationales pour renforcer les capacités des peuples autochtones, et notamment leur rôle dans la lutte contre la DDTs.

Le Vice-Président Tichelmann a clos la séance en notant que de tels dialogues constituent des opportunités pour les délégations de renforcer leurs capacités tout autant que pour les OSC de renforcer les leurs.

GROUPES DE CONTACT

Les discussions au sein du groupe de contact du COW sur les questions non budgétaires ont exploré comment incorporer les recommandations du GTI sur les mécanismes de coordination régionale (MCR), et quelques Parties se sont inquiétées des implications financières d'une extension de la capacité de MCR. Le groupe est parvenu à un accord sur un projet de décision sur la Décennie des Nations Unies pour les Déserts et la lutte contre la désertification (UNDDD), et a poursuivi les négociations sur l'accréditation des OSC et du secteur privé à la CdP, en discutant de la participation des peuples autochtones, des communautés locales et des jeunes. Dans la soirée, le groupe de contact s'est de nouveau réuni pour discuter des questions relatives au MM.

Dans la matinée, le groupe de contact sur le CRIC a repris les discussions sur le projet de décision concernant le processus itératif relatif à l'évaluation de la mise en œuvre. Entre autres questions, les délégués ont examiné les façons de simplifier l'établissement de rapports, ainsi que le rôle du Secrétariat face aux difficultés de certaines Parties concernant la collecte continue et le traitement de données au niveau national. Dans l'après-midi puis dans la soirée, le groupe de contact a entamé l'examen du projet de décision sur les flux financiers destinés à la mise en œuvre de la Convention. Les délégués du groupe sur le budget ont rejoint le groupe de contact sur le CRIC pour négocier un projet de décision en collaboration avec le FEM.

DANS LES COULOIRS

Comme les participants s'affairaient entre les gouttes de pluie et les grondements de tonnerre pour la seconde journée consécutive, certains délégués à la CdP 11 ont suggéré que l'un des « résultats » de la réunion serait sans doute d'avoir fait pleuvoir dans le désert namibien. Les participants couraient également de réunion en réunion au sein des groupes de contact, et certains ont estimé qu'il était trop tôt pour anticiper les résultats sur certaines décisions clés. Certains ont ajouté que, concernant certaines questions, les discussions tournaient encore autour de la question de savoir si le sujet devrait être abordé au sein d'un groupe d'Amis du Président ou dans un groupe de contact à part entière. D'autres discussions auraient par ailleurs inclus un examen de l'historique de certaines décisions de la CLD, les garanties du niveau d'engagement national vis-à-vis de la Convention, et des propositions pour décider s'il faut ou non faire référence à des initiatives spécifiques du niveau national dans les documents finaux. Un délégué a estimé que la décision sur le document final de Rio+20 est l'évidence dont personne ne parle, mais d'autres ont rappelé que les négociations « s'étendent souvent pour employer tout le temps disponible », et sont restés à l'expectative de ce qui se produira à l'approche de la date limite finale.